

CONV 385/02

WG VII 10

NOTE

du :	Secrétariat
au :	Groupe de travail VII "Action extérieure"
Objet:	Note de synthèse de la réunion du 29 octobre 2002

I. Ouverture de la réunion et remarques préliminaires de la présidence

1. Le vice-président Dehaene (qui assure la présidence du groupe) a rappelé qu'une note élaborée par le Secrétariat et contenant un projet de texte sur les principes et les objectifs de l'action extérieure de l'UE avait été diffusée lors de la précédente réunion (WD 7, également transmis au groupe par courrier électronique). M. Barnier, membre de la Commission, et M. Attalides ont d'ores et déjà transmis leurs observations (WD 13 et WD 12 respectivement) sur le projet de texte du Secrétariat et la présidence invite les autres membres du groupe à en faire de même dans les meilleurs délais.
2. Outre la note sur les principes et objectifs et celle sur les capacités des institutions de l'Union européenne en matière d'action extérieure (WD 6), qui ont été diffusées lors de la réunion précédente, deux autres notes d'information élaborées par le Secrétariat ont été distribuées: un document sur certains aspects financiers des actions extérieures (WD 14) et un autre concernant les bases juridiques, compétences, instruments et procédures de décision dans l'action extérieure de l'Union européenne (WD 15).

II. Représentation extérieure de l'UE: dans les enceintes internationales et au niveau des relations bilatérales

3. La réunion du jour est consacrée à la représentation extérieure de l'UE dans les enceintes internationales et au niveau des relations bilatérales, et l'ordre du jour (CONV 365/02)

contient un certain nombre de questions précises que le groupe doit examiner. Ces questions portent sur les éventuels changements dans les modalités de représentation extérieure qui permettraient d'accroître l'influence de l'Union au niveau international; la possibilité de rationaliser les modalités de représentation; l'amélioration des mécanismes qui contribuent à la formulation des positions communes; les moyens qui permettraient d'améliorer la clarté et la continuité dans le cadre du dialogue politique; et l'amélioration des synergies entre les représentations diplomatiques et les délégations dans les pays tiers.

4. Plusieurs membres ont souligné qu'il était primordial de parvenir à un accord sur les principes et objectifs de l'action extérieure de l'UE et sur la définition des compétences, et que la question de la représentation extérieure de l'UE était étroitement liée à ces éléments.

Enceintes internationales

5. D'une manière générale, les membres ont reconnu que l'UE était en mesure d'exercer un maximum d'influence lorsqu'elle parle d'une seule voix. Plusieurs membres ont rappelé qu'il convenait toutefois d'adopter une approche pragmatique et de reconnaître que des domaines spécifiques de l'action extérieure pourraient exiger des modalités spécifiques. C'est également le cas dans le cadre des enceintes internationales.
6. Plusieurs membres ont fait valoir qu'il semblerait logique que l'UE ait un représentant unique dans les enceintes traitant des aspects extérieurs de questions qui relèvent des compétences internes. D'autres ont en outre estimé que la position à adopter par ce représentant unique devrait être définie à la majorité qualifiée lorsque telle est la règle dans le domaine relevant des compétences internes qui est à l'examen. Des membres du groupe ont suggéré que l'on pourrait dans un premier temps envisager la possibilité d'une représentation unifiée dans le cadre des IFI par exemple. Un membre a souligné qu'il importait de faire une distinction entre la qualité de membre de ces enceintes et la question de la représentation unifiée.
7. Plusieurs membres ont souligné qu'une approche pragmatique s'imposait à l'égard des enceintes ayant un caractère clairement politique. Il n'est pas réaliste d'envisager de modifier la représentation au Conseil de sécurité des Nations Unies, où il n'est de toute façon pas prévu de représentation autre que par des États. Des efforts devraient toutefois être entrepris pour veiller à ce que les États membres parlent d'une même voix/adressent le même message.

Relations bilatérales

8. Le groupe a estimé, d'une manière générale, qu'il était nécessaire de rendre la représentation dans les pays tiers plus claire et plus visible. Un consensus s'est dégagé sur la transformation des délégations de la Commission en délégations de l'UE. À cet égard, on a rappelé que ces délégations apportaient déjà leur appui au Haut Représentant (HR) en lui faisant rapport sur la situation et, donc, qu'elles travaillaient déjà dans une certaine mesure dans un cadre élargi.
9. Cependant, certains membres ont jugé que la transformation en délégations de l'UE ne suffisait pas, faisant valoir qu'il y avait beaucoup à faire pour améliorer la coordination et la cohérence de l'action sur le terrain.
10. Certains membres ont suggéré que les délégations de l'UE pourraient aussi représenter les États membres dans les pays tiers où ceux-ci n'ont pas de représentation diplomatique.

Rôle du Haut Représentant

11. Plusieurs membres ont souligné que le HR tirait sa légitimité et son autorité du Conseil européen qui le nomme et était responsable devant le Conseil. Plusieurs membres du groupe ont rappelé qu'ils avaient suggéré que le HR préside le Conseil "Affaires étrangères" (Relations extérieures), assurant ainsi une plus grande cohérence et continuité que ne le permet le système actuel de rotation de la présidence. Certains ont estimé que le HR devrait devenir un "ministre des affaires étrangères" de l'UE. À cet égard, plusieurs membres ont souligné le lien qui existe entre la présidence du Conseil européen et la question de la représentation extérieure de l'Union. D'une manière générale, les membres sont toutefois convenus que, s'il convenait de garder cette question à l'esprit, le groupe ne se risquerait pas dans un débat sur le contexte institutionnel plus large, qui doit être entrepris à un stade ultérieur en plénière.
12. Plusieurs membres ont préconisé de fusionner les fonctions de HR et de Commissaire chargé des relations extérieures. On a souligné que le HR doit tirer son autorité du Conseil et certains membres ont suggéré qu'il devrait être nommé par le Conseil mais être membre de la Commission. Un membre a mis en garde contre le cumul, dans la personne du HR, de la présidence du Conseil "Affaires étrangères" (Relations extérieures) et de la qualité de membre

de la Commission, car cela concentrerait dans cette fonction des pouvoirs considérablement plus étendus que ceux conférés à la Commission dans le cadre du premier pilier.

13. Certains membres ont milité contre l'idée d'une fusion des fonctions de HR et de Commissaire chargé des relations extérieures car cette fonction doit faire l'objet d'un mandat donné par le Conseil et parce qu'il serait difficile de concilier un tel mandat avec le caractère collégial de la Commission. Ils ont estimé qu'il faudrait proposer des solutions pragmatiques pour améliorer la coordination entre le HR et la Commission et renforcer le rôle du HR. On a souligné que ce qui importait était de veiller à la cohérence entre les domaines d'action et aussi d'être en mesure de mobiliser les moyens nécessaires pour que les options politiques soient étayées par des actes, rapidement si les circonstances l'exigent.
14. Un membre du groupe a fait des propositions précises concernant des mesures concrètes susceptibles de renforcer le rôle du HR et d'améliorer l'efficacité de la PESC (un document a été diffusé lors de la réunion et sera transmis par voie électronique). Ces propositions portaient notamment sur l'attribution au HR d'un droit d'initiative et de la possibilité de présenter certaines propositions avec le Commissaire chargé des relations extérieures; la participation du HR aux réunions de la Commission; la séparation entre les fonctions de HR et de Secrétaire général du Conseil; la nomination d'un nombre limité de Hauts Représentants adjoints; la création d'un Secrétariat renforcé pour appuyer l'action du HR et, le cas échéant, la création d'unités communes au Secrétariat du Conseil et aux services compétents de la Commission; et l'adoption de dispositions budgétaires appropriées, outre l'actuel budget PESC, y compris en ce qui concerne le financement des représentants spéciaux.

III. Prochaine réunion

15. La prochaine réunion aura lieu le mercredi 13 novembre à 14 h 30. Le vice-président Dehaene a indiqué au groupe que le Secrétariat élaborerait, en vue de cette réunion, un premier projet contenant des éléments éventuels pour des conclusions du groupe.
16. Les discussions devraient se concentrer sur ce document. Il a aussi été rappelé aux membres du groupe qu'une réunion conjointe avec le groupe de travail VIII aurait lieu le 14 novembre à 9 heures.